

QUESTIONNAIRE D'ETUDE DE RISQUES
Professionnels du nautisme

juin-21

Ce questionnaire est destiné aux professionnels du nautisme dont l'activité principale est la vente de bateaux neufs ou d'occasion.

Il couvre aussi les autres services qu'ils peuvent fournir à leurs clients :

- Assemblage de bateaux de plaisance,
- Vente d'accessoires (accastillage et équipement nautique),
- Entretien, réparation,
- Gardiennage, hivernage, location d'emplacements,
- Location de bateaux de plaisance.

DEMANDEUR D'ASSURANCE

Personne Morale / Société

Dénomination Sociale :

Adresse du siège :

Code postal & ville : Pays :

Téléphone :

n° SIREN : Code APE : Forme Juridique :

Société cotée : Oui Non Si oui, sur quel marché :

Interlocuteur : Fonction :

Ligne directe : Adresse mail :

Bénéficiaire(s) effectif(s) * du preneur d'assurance personne morale :

Nom & Prénoms :

Date de naissance :

Ville de naissance : Pays de naissance :

Pays de résidence :

* Bénéficiaire effectif = la ou les personnes physiques détenant chacune, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société et/ou la ou les personnes physiques exerçant, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction ou sur l'assemblée générale des associés de la société.
Si aucune personne physique ne remplit l'un des critères ci-dessus, indiquer le représentant légal de la société comme étant le bénéficiaire effectif.

INTERMEDIAIRE

Nom/Raison sociale : Ville :

Interlocuteur : Téléphone :

GARANTIES SOUHAITEES

Responsabilité civile, Dommage aux bateaux, Protection Juridique : *Garantie obligatoire*

Garanties complémentaires :

Dommage aux biens : Oui Non


Pertes d'exploitation : Oui Non

Pour l'option de garantie Dommage aux Biens & Pertes d'Exploitation, merci de remplir le questionnaire spécifique annexé



**Questionnaire
DAB & PE**

DETAIL DE L'ACTIVITE

Nombre de salariés  Administratifs : Techniciens :

Certifications : Oui Non Si oui, date :

Organisme certificateur :

Biens achetés sous contrat de Loi Etrangère : Oui Non

Chiffre d'Affaires (année précédente) :

Le Chiffre d'Affaires a-t-il varié d'une manière significative sur les 4 dernières années ?

CA France : CA Hors France : CA USA/Canada :

QUESTIONNAIRE D'ETUDE DE RISQUES
Professionnels du nautisme



juin-21

Activité VENTE

Chiffre d'Affaires	Année N-1	Année en cours/Prévisionnel
Bateaux neufs ou d'occasion pour propre compte		
Bateaux neufs ou d'occasion pour compte de tiers (courtage / honoraires)		
Accessoires (accastillage et équipements nautiques)		
Total	0	0

Activité ENTRETIEN – REPARATIONS – GARDIENNAGE

Chiffre d'Affaires	Année N-1	Année en cours/Prévisionnel
Entretien & réparation		
Gardiennage, hivernage		
Location d'emplacements		
Total	0	0

Type de réparations effectuées

Mécanique
 Electricité / Electronique
 Carénage / Peinture
 Motorisation
 Gréement
 Sellerie
 Autre :

Activité LOCATION

Chiffre d'Affaires	Année N-1	Année en cours/Prévisionnel
Location / gestion de bateaux pour compte tiers		
Location de bateaux appartenant		
Type de location :	<input type="checkbox"/> avec skipper	<input type="checkbox"/> sans skipper

Parc de bateaux

Montant maximum en risque en €uros	A flot	A terre
Bateaux appartenant en vente – Plein maximum		
Limite maximum par bateau		
Bateaux confiés en dépôt / vente		
Bateaux confiés en gardiennage, hivernage, location d'emplacements		
Bateaux confiés en réparation / entretien		
Bateaux appartenant en location		
Total	0	0

Superficie du terrain réservé à l'entreposage des bateaux pour entretien ou hivernage : m²

QUESTIONNAIRE D'ETUDE DE RISQUES
Professionnels du nautisme

juin-21

Conditions Générales type / Contrats Fournisseurs / Contrats Organismes Financiers

Joindre un exemplaire :

- Des contrats d'achat des bateaux de plaisance
- Des Conditions Générales de vente utilisées
- Des Conditions Générales d'entretien/réparation
- Des Conditions Générales de gardiennage/location d'emplacement
- Du contrat type de sous-traitance et d'achat dans le cadre des activités construction, entretien et réparation

Le stock de bateaux appartenant fait-il l'objet d'un leasing ? Si oui, joindre le contrat de leasing	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Etes-vous dépositaire de bateaux neufs, non encore immatriculés avec une clause de réserve de propriété au profit du constructeur ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Les propriétaires de bateaux confiés et leurs assureurs renoncent-ils à recours pour les dommages que les bateaux peuvent subir pendant qu'ils sont sous la garde de la Société ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Est-il prévu une renonciation à recours à l'encontre des sous-traitants et fournisseurs ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

ANTECEDENTS DU RISQUE

Compagnie(s) d'Assurance(s) actuelle(s) :

Intermédiaire(s) :

Echéance du contrat : Date d'effet souhaitée :

Si le précédent contrat a été résilié ou non renouvelé, en préciser le motif :

- non paiement prime
- sinistres
- autre :

Le demandeur d'assurance a-t-il fait l'objet d'une procédure collective (plan de continuation, redressement judiciaire, etc) au cours des 5 dernières années ?

Oui Non

SINISTRALITE DU DEMANDEUR D'ASSURANCE

Nous fournir la statistique détaillée par type de risques sur les 5 dernières années avec les franchises applicables par exercice. Les statistiques doivent émaner de la ou des compagnies concernées et contenir les informations suivantes:

Garantie	Type de sinistre	Date événement	Montants réglés	Franchise	Montants en prévision

QUESTIONNAIRE D'ETUDE DE RISQUES

Professionnels du nautisme

juin-21

DEMANDE D'ASSURANCE

Demande d'assurance adressée par :

Date de la demande :

Le proposant certifie sincères et véritables les réponses faites par lui au présent questionnaire, et qui doivent servir de base à l'établissement du contrat. Elles sont soumises, en cas d'omission, réticence, fausse déclaration intentionnelle ou déclaration inexacte, aux sanctions prévues aux articles L113-8 (nullité des contrats) et L113-9 (réduction des indemnités) du Code des Assurances.

Signature du proposant :

Cette demande d'assurance destinée à permettre l'étude du risque n'engage ni l'assureur, ni le demandeur d'assurance.

La police étant établie sur la base des renseignements ci-dessus, les déclarations inexactes, omissions ou réticences sont sanctionnées par le Code des Assurances. Pour les assurances maritimes, lacustres et fluviales, il est rappelé que l'assuré, en complément des réponses aux questions du présent questionnaire d'étude de risques, doit déclarer toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend en charge.

DONNEES PERSONNELLES

Cet article a pour objectif de vous informer de la manière dont vos informations personnelles sont collectées et traitées par Helvetia Assurances, en sa qualité de responsable de traitement.

Helvetia Assurances a nommé un Délégué à la Protection des Données personnelles (DPO) joignable aux coordonnées suivantes : dpo@helvetia.fr ou Helvetia Assurances - Délégué à la Protection des Données - 25, quai Lamandé - 76600 Le Havre.

Les données personnelles collectées et traitées par le responsable de traitement sont obligatoires pour la poursuite des finalités décrites dans le tableau ci-dessous. Les traitements sont réalisés sur le fondement des bases juridiques définies dans le même tableau.

Finalités	Base juridique
<ul style="list-style-type: none">* La gestion et exécution des contrats d'assurance, de la phase précontractuelle à la résiliation du contrat* L'examen, acceptation, tarification, surveillance des risques* La gestion des impayés et leur recouvrement* L'exercice des recours, gestion des réclamations et contentieux* La réalisation de statistiques et études actuarielles* La gestion des demandes liées à l'exercice de vos droits	<ul style="list-style-type: none">* Exécution des contrats
<ul style="list-style-type: none">* Votre identification, l'identification des assurés et des bénéficiaires* La lutte contre le blanchiment des capitaux / financement du terrorisme* L'application des mesures de sanctions financières nationales ou internationales	<ul style="list-style-type: none">* Respect d'une obligation légale, réglementaire ou administrative à laquelle le responsable de traitement est soumis
<ul style="list-style-type: none">* La gestion commerciale des clients et prospects* La lutte contre la fraude à l'assurance	<ul style="list-style-type: none">* Poursuite par le responsable du traitement de ses intérêts légitimes (assurer la meilleure qualité de nos services, protection des intérêts des assurés et des assureurs)

Les données personnelles collectées sont destinées aux services du responsable de traitement en charge de la gestion commerciale ou de la gestion et l'exécution de vos contrats, aux délégataires, intermédiaires en assurance, co-assureurs, réassureurs, partenaires, mandataires, sous-traitants, ou autres entités du groupe dans le cadre de l'exercice de leur mission.

Des informations vous concernant peuvent également être transmises à toutes personnes intéressées au contrat (souscripteur, assuré, adhérent et bénéficiaire, et s'il y a lieu aux responsables, aux victimes et leurs mandataires, aux témoins et tiers intéressés à l'exécution du contrat...), aux juridictions, autorités judiciaires, arbitres, médiateurs, ministères concernés, aux services en charge du contrôle tels que commissaires aux comptes, auditeurs ainsi que les services en charge du contrôle interne.

Elles peuvent également être transmises aux organismes d'assurance des personnes impliquées, organismes professionnels et fonds de garanties, ainsi qu'à toutes personnes intervenant au contrat tels qu'avocats, experts, auxiliaires de justice, officiers ministériels, enquêteurs, professionnels de santé, médecin conseils et personnel habilité, organismes sociaux.

Ces informations peuvent de même être utilisées au titre de la lutte contre la fraude par des personnes habilitées.

Le responsable de traitement peut être amené à transférer vos données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne, en Suisse (existence d'une décision d'adéquation rendue par la Commission Européenne).

Les données à caractère personnel vous concernant sont conservées le temps nécessaire pour la réalisation des opérations et finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ou pour les durées prévues par les lois et règlements, et jusqu'à expiration des délais de prescription légaux.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, ainsi que d'un droit d'opposition au traitement des données.

Vous pouvez également demander la portabilité de vos données. Les données pouvant faire l'objet de ce droit sont celles qui vous concernent et que vous avez fournies au responsable du traitement, que ce dernier traite de manière automatisée dans le cadre de l'exécution d'un contrat conclu ou lorsque le traitement repose sur votre consentement.

Vous pouvez de même :

- retirer votre consentement si le traitement de vos données repose uniquement sur celui-ci, étant entendu que ce retrait peut entraîner l'impossibilité pour le responsable de traitement de fournir ou exécuter le produit ou le service demandé ou souscrit;
- définir des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel après votre décès;
- vous opposer à tout moment sans avoir à motiver votre demande, à ce que vos données soient utilisées ou transmises à des tiers à des fins de prospection commerciale.

Les droits des personnes dont les données à caractère personnel sont traitées s'exercent auprès d'Helvetia Assurances - Délégué à la Protection des Données - 25, quai Lamandé - 76600 Le Havre, ou par e-mail à : dpo@helvetia.fr.

Pour des raisons de sécurité, toute demande devra être accompagnée d'un justificatif d'identité. Afin de permettre un traitement efficace des demandes, les personnes exerçant leurs droits ci-dessus sont priées d'indiquer clairement le droit qu'elles souhaitent exercer ainsi que tout élément facilitant leur identification (numéro de contrat par exemple).

Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07.